



## Entretien avec Antoine Basbous

Directeur de l'Observatoire des pays arabes

# «La peur a changé de camp»

Le vent du changement souffle sur le monde arabe, grâce à cette nouvelle jeunesse qui n'accepte plus d'être soumise. Après la chute de Ben Ali et de Moubarak, **la pression se fait déjà sentir dans d'autres pays. Qui sera le prochain?**



Antoine Basbous est politologue, spécialiste du monde arabe et de l'islam, auteur de plusieurs ouvrages. D'origine libanaise, il a été journaliste pendant plus de 12 ans au Liban, puis à Paris, avant de fonder l'Observatoire des pays arabes. Avec Tarik Ramadan, il a fait partie des spécialistes les plus sollicités par la presse française, pour analyser les révolutions arabes.

➤ **L'Economiste Magazine: Qu'est-ce qui pourrait, d'après vous, biaiser les révolutions tunisienne et égyptienne?**

- **Antoine Basbous:** La Tunisie a été gouvernée par un seul homme pendant 24 ans, qui a coupé des têtes et laissé avec son départ un vide, rempli avec beaucoup d'anciens bénalistes. Ils étaient dans l'ancienne équipe, par conviction et/ou par opportunisme. Il est difficile de les jauger, mais ils doivent prouver leur bonne foi. Ceux qui ont été récemment nommés doivent s'illustrer par leur bonne gouvernance en montrant que le pays peut rapidement retrouver des bases saines sans Ben Ali. En outre, les revendications sectorielles explosent et les gens, impatients, n'arrivent pas à se cadrer pour être raisonnables dans leurs revendications. Ce qui est, toutefois, compréhensible. L'Egypte c'est différent, les seules structures capables de gouverner sont soit l'armée, soit les Frères musulmans. Car, sur le plan social, ces derniers sont structurés et disposent de réseaux et de ramifications dans la société. Le risque majeur pour l'Egypte, c'est que l'armée change la vitrine du régime sans vraiment changer sa nature. Qu'elle place quelqu'un à la tête du pays et qu'elle continue à gouverner depuis les coulisses.

➤ **Peut-on les comparer à celle des pays de l'Est?**

- L'aspiration à la liberté et au bien-être est identique, mais la maturité des sociétés n'est pas forcément la même. Les pays de l'Est avaient toujours lorgné vers le modèle de l'Europe de l'Ouest et ses valeurs démocratiques pendant toute l'époque de la guerre froide, alors que la jeunesse arabe n'a pas forcément cette référence. Et puis les structu-



res économiques et l'organisation sociale des pays de l'Est ne sont pas identiques à celles des pays arabes, où il y a plus de paternalisme, plus de références traditionnelles.

**- D'autres pays présentent le risque de révoltes majeures. Quels sont pour vous les prochains sur la liste ?**

- Tous les pays arabes ont des facteurs de risque. La Libye, par exemple, est dirigée depuis 42 ans par un seul homme, qui n'est ni coupable ni responsable, et qui en monopolise la fortune. La Syrie aussi est entre les mains des Assad, père et fils, depuis 41 ans. Les libertés publiques et individuelles n'existent pas dans ces deux pays, le bien-être socioéconomique non plus. Actuellement, les Etats qui peuvent résister aux vagues protestataires sont ceux qui ont la possibilité de réprimer à huis clos. Pour mémoire, en février 1982, le régime syrien avait maté le soulèvement de Hama en tuant 30.000 personnes en cinq jours. Mais comme il n'y en a pas eu une seule image, ça n'a ému personne. Aujourd'hui, chaque manifestant peut être un reporter télé ou internet, grâce aux téléphones portables, à la 3G, aux communications instantanées. Tout ça fait perdre aux régimes la possibilité de réprimer, à moins d'interdire les journalistes et de couper internet. Mais ça ne peut durer qu'un moment. Aujourd'hui, la peur a changé de camp, ce sont les gouvernants qui tremblent sur leur trône! L'Algérie aussi pourrait être le

théâtre d'une révolte significative. Sauf qu'on est en présence d'une fusée à deux étages, à savoir la tête du régime et l'armée. En cas de conflits, l'étage présidentiel pourrait sauter. Le Yémen, la Jordanie, et Bahreïn commen-

**Les intelligents seront ceux qui anticiperont, en faisant des concessions avant l'arrivée de la pression populaire**

cent également à remuer.

**► Comment voyez vous la situation du Maroc dans ce contexte?**

- Quand on définit les ingrédients d'une révolte, il faut établir une échelle de Richter:

La légitimité du régime, le respect des libertés individuelles, l'ampleur de la corruption, le taux de pauvreté et l'image du régime à l'international. Quand les régimes ferment la marmite elle explose plus facilement que quand il y a des soupapes de sécurité, laissant évacuer le bouillonnement de la société. Malgré les progrès que le Maroc a réalisés dans plusieurs domaines et la montée d'une classe moyenne, le pays peut être lui aussi candidat à des révoltes. Car la liberté à laquelle aspire la jeunesse aujourd'hui n'est pas totalement acquise. Par ailleurs, sur le plan économique, il y a beaucoup de pauvres et de laissés pour-compte. Sans oublier le gros écart entre les fastes du pouvoir et la pauvreté d'une grande partie de la population, et la corruption qui sévit. Je pense que le Maroc, comme d'autres pays, ne doit pas se sentir à l'abri.

Quand les gens manifestent, c'est contre ceux qui ont déterminé leur passé et vont organiser leur avenir. Il peut s'agir dans un premier temps du gouvernement qui pourrait jouer les fusibles, mais ça peut ne pas suffire. Alors, la contestation se dirigera contre les détenteurs du pouvoir suprême.

**► Le soutien officiel d'Israël, pays se prévalant d'être la seule démocratie de la région, à Moubarak, n'est-ce pas paradoxal?**

- Israël est inquiet de l'éventuel chaos en Egypte, et surtout de l'arrivée de ses adversaires au pouvoir. Ceux qui avaient comme

## Aqmi, un danger?

Al Qaïda Maghreb islamique va-t-elle suivre les révolutions en Afrique du Nord en simple spectateur? Risque-t-elle de multiplier ses efforts pour recruter des jeunes déçus par les anciens régimes, ou de semer tout bonnement le trouble. «Aqmi reste une bande de terroristes programmés pour tuer. Elle n'a pas de programme national, économique, politique ou stratégique», martèle Antoine Basbous. Ce ne sont, en effet, pas ses valeurs ou ses slogans qui ont été scandés au Caire et à Tunis. Elle ne risque donc pas de fédérer les hordes de jeunes en quête de liberté. «Mais elle reste une menace terroriste», souligne Basbous.



programme de dénoncer le traité de Camp David, et de renvoyer l'armée égyptienne dans le Sinaï. Cela voudrait dire qu'Israël devra se retrouver en état de belligérance, active ou passive, face un grand pays. Mais je ne pense pas que l'Égypte ait, aujourd'hui, les moyens ou l'envie de se mettre dans une perspective de conflit armé avec Israël. Toutefois, il ne faut pas oublier que la première victime d'une dictature ce sont les populations qui l'acceptent ou la subissent. Ce n'est pas à Israël de déterminer la gouvernance des États arabes mais leurs peuples.

Jusque-là, les Arabes ont accepté leurs dictateurs. A l'heure actuelle, ce qui a changé ce sont les jeunes qui voient le vrai monde grâce à internet, et qui ont épousé des valeurs qui ne sont plus celles de la soumission connue par leurs parents. Ce que je trouve surprenant, c'est qu'ils aient mis autant de temps à se révolter et à briser les murs de la peur.

► **Quels sont les enjeux de l'après- Moubarak?**

- L'Égypte est désormais un pays en mouvement. J'espère que ce qui a été acquis grâce à la révolution ne pourra plus être repris par quelque chef d'État que ce soit. Plusieurs promesses de réformes constitutionnelles ont été obtenues, les ministres mis au gouvernement par le fils de Moubarak et son bras droit, Ahmed Ezz, sont dans le collimateur de la justice, et la police est démystifiée. Est-ce une purge, une chasse aux sorcières, une diversion? L'armée, pour sa part, n'a plus

cette puissance dissuasive, et les journalistes ne sont plus les mêmes. Ils désobéissent, changent de vocabulaire et ont une grille de lecture qui n'est plus momifiée comme avant. La chute de Moubarak et de Ben Ali a, en outre, donné beaucoup d'espoir aux peuples de la région MENA. Le vent de la révolte n'épargnera aucun pays. Sauf que dans certains, on pourra, pendant quelque temps, réprimer à huis clos, puisque la presse étrangère y est interdite. Le temps que l'information remonte, les régimes disposeront d'une étroite marge de manœuvre pour étouffer les voix qui s'élèvent. Il y aura un effet de souffle ravageur y compris dans les pays les plus stabilisés et les plus riches, comme les monarchies du Golfe. D'ailleurs, ce n'est pas anodin que les Chinois aient supprimé le terme Égypte de leur moteur de recherche Google... Les pouvoirs intelligents devront anticiper, en menant de vraies réformes avant

*Il est probable que les islamistes remplissent le vide laissé par les gouvernements défaits*

l'arrivée de la pression populaire.

► **Quels enjeux pour les États-Unis et Israël?**

- Théoriquement, les États-Unis ont intérêt à ce que ces pays changent et s'orientent vers la démocratie, mais en restant stables, et sans tomber dans les mains de leurs ennemis. Ce qui n'est pas évident. Car après la phase de démantèlement d'un régime déchu, la reconstruction peut être laborieuse, chaotique, voire incertaine...

Quant à Israël, jusqu'à fin 2010, sa priorité était centrée sur le nucléaire iranien. Avec la chute du Liban dans l'escarcelle syro-ira-

nienne en janvier dernier, le croissant chiite s'étend maintenant, de façon très claire, de la Caspienne à la Méditerranée. Et voilà que l'Égypte est déstabilisée et que l'incertitude plane sur son avenir. L'inquiétude d'Israël s'est donc déplacée à ses frontières. L'Iran bénéficiera, ainsi, d'un laps de temps lui permettant d'avancer dans son programme nucléaire, alors que les regards sont fixés sur l'Égypte et les autres pays déstabilisés. A moins que la contestation en Iran reprenne de plus belle, là où elle s'était arrêtée par la violente répression de l'été 2009.

► **Après les révolutions arabes, est-ce probable que les courants islamistes se présentent comme des alternatives pour les populations?**

- D'abord, il faut souligner que ces révolutions citoyennes n'ont pas été l'œuvre d'islamistes. L'acteur premier en est une jeunesse désespérée, aspirant à la liberté. Une jeunesse qui voit que le monde change partout, sauf dans son pays. Elle s'est retrouvée face à des régimes et des dirigeants usés jusqu'à la corde, qui ont quasiment privatisé les richesses de leurs pays, et qui ont semé, ou laissé pousser autour d'eux, une corruption arrogante. À côté de cela, il y a le chômage, la mal-être, le mal-vivre. Avec tous ces ingrédients, la jeunesse a réussi à briser le mur de la peur et opté pour une revendication sans violence. Ceux qui se sont immolés par le feu n'ont pas cherché à faire sauter des commissariats, des ministères ou des trains, ils se sont sacrifiés pour témoigner de la révoltante injustice qui les frappe. Toutefois, il est très probable que les islamistes s'accrochent à ce wagon, et remplissent le vide laissé par les gouvernements défaits. Car ce mouvement de jeunesse n'a pas encore de structures, ni un contenu idéologique précis. Il n'est pas né autrement que par la «rage» et le lien social qui dégage des valeurs universelles (liberté, État de droit, bien-être économique...), et que permet internet et ses instruments. Il n'est pas né dans les mosquées, ou dans les coulisses des gouvernements ou des oppositions. Si cette nouvelle génération de révolutionnaires ne réussit pas, les islamistes pourront revenir, dans un deuxième temps, pour se présenter en tant qu'ultime solution, avec leur slogan : «l'islam, c'est la solution». ■

*Propos recueillis par Ahlam NAZIH*